

PRÉFECTURE DE LA SEINE-SAINT-DENIS

**DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'AMENAGEMENT**  
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT  
Dossier n° 93 S 11 00095 A  
Site Internet de la préfecture :  
[www.pref93.pref.gouv.fr](http://www.pref93.pref.gouv.fr)

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE N°07-4149 du 16 novembre 2007**  
**Concernant**

**Les sociétés LAFORGE ET GRAFITIX INDUSTRIE**  
**sise 3/7, Rue des Carrières à EPINAY-SUR-SEINE**

**LE PREFET DE LA SEINE-SAINT-DENIS**  
**CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

**VU** le code de l'environnement livre V, relatif à la prévention des pollutions, des risques et des nuisances, plus précisément le titre 1er «installations classées pour la protection de l'environnement»,

**VU** le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

**VU** le décret n° 2007-1467 du 12 octobre 2007, pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment l'articles 34-1, 34-2 et 34-3 ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 24 novembre 1982 réglementant les activités de la société Laforge ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°95-4010 du 25 octobre 1995 réglementant les activités des sociétés Laforge et S.F.C. ;

**VU** les rapports des 30 octobre 2006 et 5 janvier 2007 du Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, direction de l'eau et de l'assainissement, signalant des dépassements du seuil de tolérance des eaux résiduaires de l'établissement ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 3 août 2007 proposant de demander à l'exploitant des sociétés Laforge et Graftix Industries, de réaliser des études qui seront préalables à la préparation d'un arrêté préfectoral de réglementation complet de l'installation ;

**VU** l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 4 octobre 2007 ;

**CONSIDERANT** la nécessité de la mise à jour de la réglementation applicable au regard des rubriques de la nomenclature des installations classées et des activités de l'établissement ;

**CONSIDERANT** que les résultats d'analyses de la qualité des effluents des sociétés Laforge et Graftix ne sont pas satisfaisants et ne sont pas conformes aux seuils autorisés par l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques, délivré par le Conseil Général de la Seine-Saint-Denis, le 19 octobre 2006 ;

**CONSIDERANT** que lors de ses investigations, le service technique interdépartemental d'inspection des installations classées a constaté la présence d'un produit toxique, lequel mélangé à un réacteur, pourrait relever du régime de l'autorisation ;

**CONSIDERANT** que cette situation peut entraîner des inconvénients et des dangers pour l'environnement et les tiers ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant a eu connaissance des conclusions du conseil départemental d'hygiène, le 11 octobre 2007 ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis ;

### **ARRETE**

**ARTICLE 1** : Les sociétés Laforge et Graitix, situées 3/7, rue des Carrières à Epinay-sur-Seine, dont les installations sont classables sous les rubriques suivantes :

1131.2.b : « Emploi ou stockage de substances et préparations toxiques telles définies à la rubrique 1000, à l'exclusion des substances et préparations visées explicitement ou par famille par d'autres rubriques de la nomenclature ainsi que du méthanol. Substances et préparations liquides ; la quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 10 t, mais inférieure à 200 t » ( AUTORISATION ) au bénéfice de l'antériorité ;

1434.1.b : « Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles ou des réservoirs des véhicules à moteur, le débit maximum équivalent de l'installation, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1) supérieur ou égal à 1 m<sup>3</sup>/h, mais inférieur à 20 m<sup>3</sup>/h » ( DECLARATION ) au bénéfice de l'antériorité ;

1611.2 : Emploi ou stockage d'acide acétique à plus de 50% en poids d'acide, acide chlorhydrique à plus de 20% en poids d'acide, acide formique à plus de 50% en poids d'acide, acide nitrique à plus de 20% mais à moins de 70% en poids d'acide, acide picrique à moins de 70% en poids d'acide, acide phosphorique, acide sulfurique à plus de 25% en poids d'acide, anhydride phosphorique, anhydride acétique La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 50 t, mais inférieure à 250 t » ( DECLARATION ) au bénéfice de l'antériorité ;

sont tenues, à compter de la notification du présent arrêté, de respecter les prescriptions suivantes :

- fournir le certificat de vidange et de nettoyage de la cuve enterrée de déchets liquides dénommée « puisard » située dans la partie haute du site. Les produits récupérés devront être éliminés conformément à la législation sur les déchets ( **délai 1 mois** ),
- réaliser un diagnostic de pollution pour évaluer l'impact éventuel de cette cuve enterrée ( **délai 4 mois** ),
- établir un bilan des activités relevant de la législation des installations classées présentes sur le site, une étude d'impact et une étude de dangers, des installations réalisées conformément à l'article 3 du décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ( **délai 4 mois** ).

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera notifié aux sociétés Laforge et Grafitix Industries sises 28, rue des Acacias à Epinay-sur-Seine, par lettre recommandée avec avis de réception. L'exploitant adressera à la préfecture de la Seine-Saint-Denis dans les meilleurs délais le certificat de notification correspondant.

**ARTICLE 3 :** Une ampliation du présent arrêté sera affichée à la mairie d'Epinay-sur-Seine. Le maire d'Epinay-sur-Seine établira un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture de la Seine-Saint-Denis.

**ARTICLE 4 : *Voies et délais de recours*** (article L.514-6 du code précité) : la présente décision, peut être déférée au tribunal administratif de Cergy-Pontoise,

1/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de **deux mois** qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié.

2/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de **quatre ans** à compter de l'affichage ou la publication dudit arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

*Ces délais ne font pas obstacle à l'exécution de la décision, même en cas de recours gracieux ou hiérarchique.*

**ARTICLE 5 :** Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Saint-Denis, l'inspecteur général, chef du service technique interdépartemental d'inspection des installations classées, le maire d'Epinay-sur-Seine, le sous-préfet de Saint-Denis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bobigny, le **16 NOV. 2007**

Le préfet et par délégation,

Le secrétaire général

~~Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général~~

François DUMUIS

